

AGRICULTURE

Lait et blé, la double peine

Polyculteurs et éleveurs, le modèle dominant d'exploitation dans l'Oise, est « attaqué » sur deux fronts cette année. Mais il ne faut pas prendre une passe difficile pour la ruine !

D.G.



Triple peine ! Le lait de ses 45 vaches laitières, Patrice Payen le vend « 250 euros les mille litres, alors que [son] coût est au bas mot de 320 euros ». L'autre pilier de son exploitation de 138 hectares, ce sont des céréales : « aucune marge à cause des rendements et de la qualité en chute libre cette année ». Troisième source de revenus, la viande de vache de réforme – les laitières en fin de vie productive : « le prix est passé de 3 à 2,4 euros le kilo depuis le début de l'année et la baisse se poursuit ! »

Il y aurait de quoi faire pleurer Margot ou Cosette, dans cette ferme à Fléchy, près de Breteuil, si elle ne disposait pas de réserves accumulées lors des belles années. Il y en a eu. Patrice Payen ne demande d'ailleurs absolument rien, si ce n'est « une fiscalité adaptée pour ces réserves, qu'on réinvestit très vite pour échapper à des prélèvements disproportionnés ».

« Il faut une Europe fiscale, sociale et agricole », enchérit Hervé Davesne. Ses 80 hectares de céréales, et de betteraves, vont lui vider les poches cette année. Une année exceptionnelle. À 30 ans, avec son niveau de charge et de remboursement, il se pourrait que, la mort dans l'âme, il fasse appel à ses parents pour assurer

ses fins de mois. Pour continuer de « *tenir en bout de la chaîne avec tout le monde au-dessus, les multinationales et les grandes enseignes, avec la pression réglementaire, fiscale et environnementale* ». Pas très optimiste.

Mais le cadre est planté. Cette crise du lait et du blé serait le symptôme d'un mal plus profond. « *L'agriculture, c'est l'alimentation. Et l'alimentation pèse de moins en moins dans le budget des familles, alors que c'est un marché totalement ouvert en Europe. La concurrence est extrême et il y a en France un problème de compétitivité, dont un des facteurs concerne nos charges trop importantes* », résume Laurent Mingam, directeur de la Fédération des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de l'Oise (lire son interview ci-contre). « *La sortie de crise s'effectuera sur le long terme* », conclut-il.

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)